L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 3 MARS 1878. — 31me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE ORLEANS. DIMANCHE MATIN 3 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Par Albert Perl, au bureau de prêts No 17 rue Bienville—vente de gages non réclamés.

Le bill dit du Moffett Register.

Nous venons un peu tard pour parler de ce bill, mais le temps nous avait manqué pour en examiner attentivement les dispositions et le commenter.

Nous avons toujours soutenu que c'est une erreur économique que de lever tous les impôts sur une seule catégorie de propriétés. Une taxe unique et directe est l'idéal de certains économistes qui ne se préoccupent que de tout simplifier et qui trouvent commode de faire peser tout le fardeau des charges publiques sur la propriété foncière qui étant immobile et fixe ne peut échapper au fisc. Tel n'est pas notre avis.

Selon nous, pour rendre l'impôt léger, il faut le diviser le plus possible en le faisant une répartition équitable. Tout membre de la société profitant des avantages du gouvernement, doit contribuer dans la proportion de ses ressources, à soutenir ce gouvernement. Voilà pourquoi nous voulons que l'impôt atteigne le capital sous toutes ses formes, sans privilège pour tel ou tel genre de placement, les fonds publics non exceptés. Voilà pourquoi aussi, nous nous opposons à l'abolition des licences jusqu'au moment où il sera possible de les abolir sans rejeter le fardeau sur ceux qui paient la taxe directe.

En vertu des mêmes raisons, nous sommes partisans en principe des contributions indirectes ou taxes de consommation, qui réparties sur la masse des consommateurs, ne pèsent que d'une façon insensible sur chacun d'eux.

Lorsqu'il a été question de l'introduction en Louisiane du Moffet register, nous avons, tout d'abord, accueilli avec faveur une mesure qui pouvait, en procurant de nouvelles ressources au Trésor, alléger un peu la taxe directe trop élevée selon nous. Mais nous avouons qu'après avoir pris connaissance du bill 334 de la Chambre, présenté par M. Jonas, chairman du comité judiciaire, il nous a été impossible d'y donner notre adhésion. Nous allons prétenir brièvement nos objections et nous les ferons suivre d'une analyse donnant la substance du bill.

Le bill dégutse sous forme de taxe de licence, que véritable taxe sur les marchandises, c'est-à-dire sur une classe spéciale de marchandises, les vins et liqueurs spiritueuses ou fermentées, importées de l'étranger ou des autres Etats ou domestiques.

La licence est une taxe sur les occupations. Elle n'est pas, comme l'a décidé la Cour Suprême des Etats Unis, une permission d'exercer une occupation, car on n'a besoin, sous l'empire la Constitution des Etats-Unis, d'obtenir de qui que ce soit une pareille permission, mais elle est simplement un rega de taxe, et comme nous l'avons maintes fois démontré, le non paiement de la taxe autorise à saisir et à vendre des biens du débiteur en quantité suffisante pour satisfaire le fisc mais non à fermer l'établissement du délinquant ou à l'empêcher d'exercer son occupation. Le bill méconnait ce principe dans plusieurs de ses dispositions.

Mais le point important est que la taxe de un cent sur cinq cents vendus n'est pas une taxe de licence, mais une taxe sur les marchandises vendues. Les expressions employées dans les sections 5 et 7 ne permettent aucun doute à ce sujet.

"La véritable signification de cette section, porte la section 5, est que la vente de chaque cinq cents de valeur constituera l'unité ou la base de taxation."

Un autre de la licence, porte la section 7, chaque détaillant ou débitant paiera "un cent pour chaque valeur de cinq cents vendue."

Il faut qualifier l'esprit et le sens illisi des mots pour voir là une taxe sur l'occupation au lieu d'une taxe sur la marchandise. Cette distinction nous paraît insoutenable.

Pourquoi a-t-elle été faite ? Parce que les auteurs du bill savaient parfaitement qu'ils ne pouvaient constitutionnellement imposer que taxe sur une catégorie spéciale de marchandises. Les règles constitutionnelles suivantes sont utiles à rappeler.

L'article IIe de la Constitution de la Louisiane porte :

"La taxation sera égale et uniforme dans tout l'Etat. Toutes les propriétés seront taxées en proportion de leur valeur..... L'Assemblée Générale pourra lever une taxe de revenu sur toutes les personnes exerçant une occupation, un métier ou une profession. Et les dites personnes obtiendront une licence suivant les prescriptions de la loi. Toute taxe sur le revenu sera au *pro rata* du montant du revenu ou des affaires faites.

Du texte qui précède, il résulte bien que la taxe de revenu peut être fixée d'après le montant du revenu ou des affaires faites, mais à la condition que le principe relatif à l'égalité et à l'uniformité sera observé. On ne peut donc appliquer un système particulier de taxe et de licence à une classe spéciale de commerçants.

Les défenseurs du bill ont cru, d'autre part, échapper aux objections tirées de la Constitution des Etats-Unis, en exemptant de la taxe les articles destinés à être transportés hors de l'Etat. Ils n'ont vu qu'un côté de la question.

D'après la section 8 de la Constitution des Etats-Unis, le Congrès a le pouvoir de "régler le commerce avec les nations étrangères et entre les divers Etats."

En imposant un droit de 20 pour cent sur des marchandises importées qui ont déjà payé dans leurs Etats-Unis, on sur des marchandises provenant d'autres Etats et qui ont, comme le whiskey, payé des droits au revenu interne, une Législature d'Etat outrepasserait ses pouvoirs.

Les marchandises sont des propriétés qui pourraient seul être imposées, mais elles devraient l'être comme les autres propriétés sans distinction et la taxe ne pourrait dépasser la limite constitutionnelle de 15 mille 1/8.

Sous quelque point de vue que nous envisagions cette taxe de VINGT pour cent, nous la voyons frappée d'une objection constitutionnelle insurmontable.

Nous ne demanderions pas mieux que de voir l'Etat en profiter si la ville retirer un revenu du débit des liqueurs, mais nous ne croyons pas que cela puisse se faire par le bill proposé.

Ceci, d'ailleurs, dépassé toute mesure, en portant la taxe à vingt pour cent. C'était le plus sûr moyen d'amener une résistance qui aboutira à faire déclarer la loi inconstitutionnelle.

La loi ne frappe pas seulement les débitants en verre, comme moyen d'atteindre un vice et des habitudes nuisibles, elle atteint aussi la vente au détail des vins et bières en bouteilles, ce qui frappera la classe des consommateurs qui ne gauront acheter leurs boissons en quantités de plus de cinq gallons, c'est-à-dire la classe la moins apte à supporter le fardeau de la taxe.

Une autre objection que nous faisons au bill, c'est qu'il accorde à l'Etat les revenus de la nouvelle taxe au lieu de les laisser aux localités qui en ont beaucoup plus besoin.

L'avant dernière section semble même indiquer que le véritable objet du bill a été d'ajouter une garantie de plus à celles qui sont déjà accordées aux porteurs de Bons consolidés. Or, il y a là une nouvelle violation constitutionnelle, car l'un des amendements relatifs à la conversion limite à dix mille et dont la taxe à lever pour la dette d'Etat et elle ne peut être augmentée sous aucune forme. Ces cinq mille et dix cents seront plus que suffisants estiment à la législature veut se dispenser de créer une nouvelle dette d'Etat de deux millions.

Nous repoussons donc entièrement le bill comme inconstitutionnel, oppressif, et comme ayant en vue de *pervir* deux législateurs existants, celui des Porteurs de Bons émis ou qu'on a l'intention d'émettre et celui du chemin de fer projeté; car on reconnaît qu'aucune proposition n'a été faite de diminuer la taxe directe en proportion du revenu considérable que l'Etat devrait retirer d'une taxe de vingt pour cent sur tous les liquides vendus annuellement.

Analyse du Bill No. 334 de la Chambre

Le bill exige pour la vente des vins, spiritueuses fermentées ou mélanges, quatre catégories de licences d'Etat.

1re catégorie—Vente en gros par quantités de cinq gallons et plus.

2e Vente en gros et en détail par quantités de cinq gallons à un seul individu et à la fois, et à emporter en bouteilles, dames jeannes, &c.

3e Vente à consommer sur place.

4e License est exigée pour chacune de ces catégories séparées. Ainsi un commerçant qui veut vendre par quantités de cinq gallons et plus, devra avoir deux licences, l'une de détaillant, l'autre de barette ou bar room.

Pour obtenir les licences des deux dernières catégories, une demande doit être adressée au collecteur d'Etat local qui ne l'accorde qu'en échange d'un certificat de non-empêchement de $100 à $1000.

Tout détaillant ou débitant devra placer en évidence le compteur (register) qui lui sera fourni par le collecteur, lequel recevra ces instruments de l'Auditeur, et il devra déposer $15 entre les mains du collecteur comme garantie de la restitution du compteur, qui reste la propriété de l'Etat, et il ne lui sera remis que $5 quand il cessera les affaires.

Tout détaillant et tout débitant devra, à chaque vente, tourner un pan du compteur, de façon à faire sonner un coup et à faire marquer un point à raison de chaque somme de cinq cents encaissée dans le prix de la vente, et sera en présence de l'acheteur. Mais pour les ventes faites par les détaillants au-dessous d'une piastre, ils inscriront simplement le montant de la vente sur un livre, avec le nom de la personne, la date, la quantité vendue, le prix et le montant de la taxe.

Les licences actuellement délivrées resteront en vigueur jusqu'à ce que l'Auditeur soit prêt à appliquer le nouveau système, mais dès qu'il sera prêt la loi sera applicable même en 1878. Il sera tenu compte de l'excédant qui aurait pu être payé pour les anciennes licences sur les nouveaux taux.

Les détaillants et débitants paieront une licence d'Etat annuelle de $25 et en sus un cent pour chaque somme de cinq cents vendue par eux (vingt pour cent) sur présentation de leurs livres et rapports.

Les prescriptions pour les visites à faire par les collecteurs, pour la perception de la taxe chaque mois et les moyens coercitifs à employer en cas de non paiement, sont très sévères.

L'amende imposée contre les détaillants débitants ou employés pour infractions à la loi, est de $100 au maximum, dont un tiers pour le dénonciateur. Une seconde infraction entraîne la perte de la licence.

La licence pour la vente en gros en quantités de plus de cinq gallons, sera de $100. Celle pour la vente en détail par quantités ne dépassant pas cinq gallons, sera de $25 plus un cent par cinq cents vendus. Le même marchand devra prendre les deux licences s'il veut vendre en gros et au détail.

La taxe de un cent sur cinq cents vendus ne sera pas applicable aux marchandises vendues pour être transportées hors des limites de l'Etat. Toute quantité de plus d'un gallon vendue devra être enregistrée sur un livre spécial, et tout fut vendu devra porter l'étiquette prescrite par l'Auditeur.

Les marchands en gros ou en gros et détail, devront faire leurs rapports et verser les sommes tous les mois. Toute infraction ou fausse déclaration sera punie d'une amende de $1000 au maximum. Une seconde infraction entraînera la perte de la licence.

Les manufacturiers et distillateurs paieront la taxe actuellement exigée, s'ils ne vendent leurs produits que pour être transportés et consommés hors de l'Etat, mais s'ils vendent à d'autres que ceux ayant des licences en vertu de cette loi, pour la consommation dans l'Etat, ils devront payer une licence suivant les prescriptions de la loi actuelle.

La loi s'applique aussi aux droguistes et pharmaciens pour la vente et le débit des liqueurs, mais rien en ce qui concerne les médicaments dans lesquels il entre des liqueurs.

Cette loi ne porte pas atteinte au droit de la ville de la Nouvelle-Orléans, ni des autres municipalités et paroisses d'imposer des licences sur les occupations.

Les prescriptions sur les débitants s'appliquent à tout endroit où il se fait un débit au verre, les *hôtels*, auberges, restaurants, cafés sociaux, buteaux à vapeur enregistrés dans l'Etat. Mais dans les hôtels et restaurants les vins et liqueurs pour un seul repas en bouteilles seront inscrits avec détails sur un livre au lieu d'être marqués au compteur.

Le montant des licences et taxes perçues en vertu de cette loi, sera versé au fonds général, mais l'Auditeur et le Trésorier sont autorisés à transférer dans les mois de juin et de décembre, telle portion de ce montant qui sera nécessaire pour couvrir tout déficit pouvant exister dans le montant nécessaire pour payer l'intérêt des Bons consolidés.

POURQUOI TANT DE MÉDECINS ?

Les Etats-Unis avec une population de 44 874 814, possèdent 82,378 médecins, 1 par chaque 500 personnes !

En France, sur une population de 36,100,000, il y a 19 903 médecins, ou 1 par chaque 1 814 personnes ; en Angleterre il y en a 19,385 sur 32,412,010 habitants ou 1 sur 1 672, en Allemagne 13,686 sur 41,060,695 habitants ou 1 par chaque 3,000, et en Autriche 9,361 sur 35,904,435 ou 1 par chaque 2,500 personnes.

(Traduit du *Scientific American.*)

Nous offrons de parier que la proportion des avocats est encore plus forte que celle des médecins aux Etats-Unis. Qu'est-ce que cela prouve ? Que la société est mal organisée et qu'il faut exiger pour l'exercice de ces deux professions des conditions qui diminueront le nombre des médecins et des avocats et qui donneront aux clients quelques garanties.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — La matinée d'adieux, donnée hier par la Compagnie de M. Durand, avait attiré une brillante chambrée à l'Opéra. Les principaux artistes ont été fréquemment applaudis et le public a fait un accueil particulièrement chaleureux à M. Vénist, à Mlle Mathilde Leblanc et à Mme Heyman. Les deux pièces du programme, " Les Mémoires du Diable" et " Les Dominos roses " ont obtenu beaucoup de succès.

Aujourd'hui, nous espérons qu'il y aura salle pleine à l'Opéra, à l'occasion du bénéfice offert à M. Durand, le consciencieux directeur de la Compagnie française. C'est un acte de gratitude à remplir de la part des habitués et il sera d'autant plus facile qu'un double attrait s'y attache.

Le Club dramatique louisianais donnera la seconde représentation des " Deux Orphelines;" on reverra certainement cette pièce avec un vif plaisir. Mme Vegian y remplit le rôle de la Frochard, et Mlles Eve Dablesteen et Estelle D. ceux des orphelines; MM. Llambies et Barjac sont chargés des rôles du timonnier et de Jacques.

Le programme comprend, en outre, "Les Chevaliers du Pince Nez," joués par les artistes de l'Association dramatique ordinaire.

Le spectacle commencera à six heures et demie. Ce sera une belle soirée de dimanche gras.

Le théâtre rouvrira ses portes mardi pour Comus et ses invités pais il les refermera jusqu'à nouvel ordre. Le public aura le temps de se reposer; qu'il mette donc à profit l'occasion qui lui est offerte ce soir.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Une nombreuse assemblée a applaudi Miss Davenport qui jouait le rôle de Pauline dans *Lady of Lyons.* Le soir, la Compagnie a joué avec beaucoup de succès Tyolth Night de Shakespeare.

Aujourd'hui, pour les adieux de Miss Davenport on redonnera *Divorce.*

Demain, lundi, l'habile comédienne Miss Rose Eytinge fera sa première apparition dans le rôle populaire de Rose Michel qui lui a valu un immense succès à New York. La pièce est montée avec le plus grand soin sous tous les rapports.

CETTE SEMAINE, SEULEMENT — Chaque personne qui achètera pour une piastre de thé au No 5 de la rue du Camp recevra, gratis, une jolie boîte chinoise à thé.

VENTE DE BILLARDS.—Le magnifique établissement de billards, rue St-Louis, No. 129, au coin des rues Royale et St-Louis, est à vendre. L'établissement possède 3 excellents billards, tous remis à neuf, et les installations ne laissent rien à désirer sous le rapport du confortable. Le bail a encore 3 ans à courir. Pour plus amples renseignements s'adresser à M. Jos. B. Hubbard, au coin des rues Bienville et Carondelet, ou à M. Hubbard, au Magasin de meubles marqués. Il est décidé d'ailleurs que la question sera tôtoisée du peuple de l'Etat.

MISTICK KREWE OF COMUS.—Une invitation accompagnée d'une gravure d'un goût choisi et élégant, nous apprend que Comus a arrêté ses mystérieuses équipées pour cette année. La Nouvelle-Orléans le Mardi Gras, 5 mars 1878, et recevra la suite ses invités à l'Opéra.

CHAMPAGNE GOLDEN TIP CALIFORNIA.—Un des Français les plus entreprenants de la Californie, M. Gustave Mahé, a obtenu, à force de persévérance et de labeur et après la concurrence du vignoble Champenois qu'il a fait venir, à grands frais, à San Mateo, Calif ornie, un vignoble dont les produits sont incontestablement appelés à obtenir une grande vogue aux Etats-Unis. M. Mahé nous a donné quelques échantillons de ses vins remarquables "Golden Champagne." Ce vin est très-pétillant et très-agréable au goût. Ce vin est très-pétillant et très-agréable au goût. Ce vin est très-pétillant et très-agréable au goût.